Le Conseil,

Vu le rapport du 13 octobre 1999, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

Je vous soumetts le rapport établi par la société d'économie mixte ICARE pour l'exercice 1998. Cette société est chargée d'activités de conseils et de prestations de service en organisation, gestion et informatique.

L'article L 1 524-5 -7° alinéa- du code général des collectivités territoriales, reprenant les dispositions de l'article 8 -8° alinéa- de la loi n° 83-597 du 7 juillet 1983 modifiée, relative aux sociétés d'économie mixte stipule que les organes délibérants des collectivités territoriales et de leurs groupements actionnaires se prononcent sur le rapport écrit qui leur est soumis au moins une fois par an par leurs représentants au conseil d'administration ou au conseil de surveillance.

Lors de sa séance du 25 septembre 1995, le Conseil a désigné messieurs René Lambert et Alain Porcher en qualité de représentants de la Communauté urbaine au sein du conseil d'administration de la SEM.

Le document qui vous est présenté reprend le bilan d'activités de l'exercice 1998. Il relate les principales fonctions assurées par la mission ICARE auprès de la Communauté urbaine.

Avec un total de chiffre d'affaires de 83,9 MF, la société a dégagé, en 1998, un résultat de 119 kF.

L'année 1998 est l'année de réflexion sur le devenir de la SEM. En effet, depuis sa création en 1970, le contexte juridique dans lequel travaille la société s'est profondément modifié avec la loi dite loi Sapin de janvier 1993 et la directive européenne transposée en droit français en 1998 aux termes desquelles les marchés de service sont assujettis aux règles de mise en concurrence et de publicité.

Le conseil d'administration de la SEM du 11 décembre 1998 a donc pris la décision, en accord avec l'ensemble des collectivités concernées, d'internaliser au sein de chacune d'elles, les personnes y travaillant ;

B - Propose de délibérer comme suit ;

Vu ledit dossier ;

Vu l'article L 1 524-5 -7° alinéa- du code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 8 -8° alinéa- de la loi n 83-597 du 7 juillet 1983 modifiée ;

Vu sa délibération en date du 25 septembre 1995 ;

Vu la loi dite loi Sapin de janvier 1993 ;

Vu la directive européenne transposée en droit français en 1998 ;

Vu la décision du conseil d'administration de la SEM en date du 11 décembre 1998 ;

Où l'avis de sa commission finances et programmation ;

DELIBERE

1° - Approuve le rapport général présenté par la société ICARE pour son activité durant l'exercice 1998.

2° - Prend en compte le rapport écrit établi par les administrateurs de la communauté urbaine de Lyon au titre de leur mandat.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,